L'INDÉPENDANT
CARCASSONNE Dimanche 5 novembre 2017 • N°308 • Espagne 2€ • France 1,80€ lindependant.fr

Jour de colère dans les Ehpad de la région

SANTÉ. Les établissements qui accueillent les séniors sont appellés à la grève le 9 novembre. PAGE EURORÉGION

SANTÉ. Rassemblements le 9 novembre dans l'Aude, le Gard, l'Hérault, les P.-O. et la Lozère.

Une mobilisation régionale contre « l'asphyxie financière » des Ehpad

Supercherie ; tromperie ; mensonge... » Réunis vendredi dans l'Aude, à Carcassonne, les représentants départementaux et régionaux de Force Ouvrière Santé semblaient ne pas avoir de mots assez forts pour dénoncer la situation des Établissements pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), « *asphyxiés financièrement* ». Des mots durs, pour alerter l'opinion et réclamer des politiques « *la moralisation des Ehpad* », à l'occasion d'une journée de mobilisation et de grève régionale (P.-O., Aude, Gard, Hérault, Lozère) le 9 novembre.

Convergence tarifaire et Journée de solidarité

Au cœur du problème, la réforme instaurant la convergence tarifaire sur 7 ans, en vigueur depuis début 2017 et qui « *retire aux établissements surdotés pour donner aux sous-dotés. Hors, 85 % des Ehpad sont déjà sous-dotés* ». Mesure qui, selon le secrétaire régional de FO Santé, Gilles Gadier, « *va contraindre encore plus les Ehpad financièrement* », chiffrant la baisse d'investissement à 200 millions d'euros au plan national, en créant une disparité du « reste à charge » des familles selon les départements. Et si la ministre de la Santé a annoncé que les moyens alloués aux Ehpad seront renforcés de 100 millions d'euros, pour FO l'équation reste négative. D'autant qu'ils dénoncent « *un scandale* » autour de la Journée de solidarité de la Pentecôte, dont le bénéfice est destiné à « *abonder la Caisse nationale de solidarité et d'autonomie (CNSA)* ». Une solidarité qui a permis de lever « *28 milliards d'euros depuis 2004, et 2,43 milliards pour la seule année 2017* », dans le but d'améliorer les situations au sein des Ehpad, « *et qui aurait pu permettre de créer 50 000 emplois pérennes* », précise encore Gilles Gadier. Mais du côté des établissements régionaux, FO met en avant une politique qui « *génère des conditions de travail insupportables, qui éloignent les personnels de leurs valeurs, de ce pourquoi ils font ce métier, et créent une maltraitance institutionnalisée comme de tous* ». Aussi, face aux engagements du Plan solidarité grand âge et de sa caisse nationale, promettant l'augmentation du ratio personnel/résidents, Gilles Gadier estime que « *l'argent du Jour de solidarité a été détourné de son objet* », allant jusqu'à « *accuser l'État de détournement d'argent public* ». Et de conclure en livrant une crainte pour l'avenir, alors que « *d'ici 2040, au vu du vieillissement de la population - le nombre de personnes de plus de 80 ans va augmenter de 94 % - ce sont 26 000 places de plus en Ehpad qui devront être créées* ».

Benjamin Seyer

Dans les 480 Ehpad du Languedoc, le coût moyen pour les familles est de 2 408 €/mois pour financer l'hébergement, l'ARS finançant les soins. *N.Amen-Vals*

ÉCLAIRAGE

Conditions de travail, d'accueil et de soins...

Si les syndicalistes de FO mettront en place, le 9 novembre (avant la réunion, le 28, à Paris de 300 à 400 représentants d'Ehpad) « *des actions devant l'ensemble des Ehpad de la région* » où ils sont représentés, aux côtés des familles de résidents, c'est aussi pour faire connaître une situation édifiante et « *pour qu'on parle enfin du problème de la dépendance, qui mérite un débat national* ». Les situations intenables, ils les vivent au quotidien, comme aux Rives d'Odes, à Carcassonne où, « *l'après-midi, il y a une seule infirmière pour 80 résidents* » ; ou cette moyenne de « *15 minutes par résident pour la toilette* » ; ou enfin ces personnels non formés aux soins, qui y participent pourtant. Des contraintes qui pèsent sur les personnels confrontés à une augmentation de la dépendance, dans un secteur où « *pour la première fois, le nombre d'arrêts de travail est plus élevé que dans le BTP* ». Mais aussi sur les résidents et leurs familles avec « *un service catastrophique pour 2 400 € en moyenne* ». Et de déplorer une bien triste issue : « *Ce système fabrique des grabataires, et l'on n'accompagne plus les gens... Ils meurent seuls* ».

Les représentants de Force Ouvrière Santé. *N.A.V.*